



REPORTERS SANS FRONTIÈRES
TV5MONDE

**PRIX
POUR LA
LIBERTÉ
DE LA
PRESSE**

ÉDITION 2015

16 & 17 NOVEMBRE - STRASBOURG

Responsable
de la communication
Caroline Pastorelli
mail : cpastorelli@rsf.org
tel : 01 44 83 84 56
06 19 24 38 18

Chargé
de communication
Hugo Salomo
mail : presse2@rsf.org
tel : 01 44 83 84 82
06 76 08 99 65

PRIX REPORTERS SANS FRONTIÈRES - TV5MONDE
MARDI 17 NOVEMBRE
A STRASBOURG

**REPORTERS
SANS FRONTIÈRES**
POUR LA LIBERTÉ DE L'INFORMATION

TV5MONDE

SOMMAIRE

LE PRIX POUR LA LIBERTÉ DE LA PRESSE.....	3
LA CÉRÉMONIE DE REMISE DE PRIX.....	4
LES INVITÉS D'HONNEUR.....	5
LES NOMINÉS.....	7
LES LAURÉATS	
ZEINA ERHAIM	9
LES BLOGUEURS DE ZONE9.....	11
CUMHURIYET.....	13

LE PRIX POUR LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

Le Prix Reporters sans frontières en partenariat avec TV5Monde sera remis mardi 17 novembre à 19h au cinéma l'Odysée, à Strasbourg. Il contribue chaque année, depuis 1992, aux avancées de la liberté de l'information en récompensant des journalistes et médias s'étant illustrés dans la défense ou la promotion de la liberté de l'information. Outre sa dimension honorifique, les prix remis aux lauréats sont accompagnés d'une dotation d'une valeur de 2500 euros.

L'année 2015 marquera la 24ème édition du Prix Reporters sans frontières pour la liberté de la presse. Trois prix seront décernés : au journaliste, au média et au journaliste-citoyen de l'année. Ces Prix font connaître au grand public de véritables "héros de l'information" comme le dissident chinois Liu Xiaobo, Prix RSF 2004, qui a depuis reçu le Prix Nobel de la paix, ou le blogueur saoudien Raif Badawi, Prix RSF 2014, qui vient d'être désigné comme lauréat du Prix Sakharov du Parlement européen.

La cérémonie s'inscrit dans le cadre du Forum Mondial de la Démocratie et sera animée par le journaliste Bernard de la Villardière. Elle sera précédée, à 18h, place Kléber, du vernissage de l'exposition "Reporters sans frontières, 30 ans de campagnes" et de l'inauguration de la sculpture-hommage aux lanceurs d'alertes "*Anything to say?*", en présence de l'artiste italien Davide Dormino.

Trois invités d'honneur : Mazen Darwish, activiste syrien des droits de l'homme, Mohamed Fahmy, journaliste égypto-canadien et Dündar Can, directeur de la rédaction du quotidien turc Cumhuriyet.

LA CÉRÉMONIE DE REMISE DE PRIX

La remise du Prix aura lieu à Strasbourg le mardi 17 novembre à 19 heures à l'occasion du Forum Mondial de la Démocratie au cinéma l'Odyssée près de la place Kléber.

La cérémonie du prix sera animée par le journaliste **Bernard de la Villardière**. À cette occasion, les lauréats se verront remettre un trophée accompagné d'une dotation de 2 500 euros.

Seront présents **Thorbjørn Jagland**, Secrétaire général du Conseil de l'Europe, **Roland Ries**, maire de Strasbourg et **Philippe Richert**, Président du conseil régional d'Alsace.

C'est sur cette place que sera inaugurée à 18 heures l'œuvre en hommage aux lanceurs d'alertes "Anything to say?" de l'artiste italien **Davide Dormino**.



Bernard de la Villardière



Thorbjørn Jagland

LES INVITÉS D'HONNEUR

A l'occasion de la cérémonie du Prix Reporters sans frontières-TV5Monde 2015, trois invités exceptionnels, véritables incarnations du combat de RSF pour la liberté de la presse, font l'amitié à Reporters sans frontières de participer à la remise du prix le 17 novembre prochain à Strasbourg.

Les demandes d'interviews peuvent être adressées à Caroline Pastorelli, Responsable Communication: 06 19 24 38 18 / cpastorelli@rsf.org.



MAZEN DARWISH

Le célèbre activiste syrien des droits de l'homme Mazen Darwish est président du Syrian Center for Media and freedom of expression (SCM). Mazen Darwish a été arrêté en février 2012 à Damas avec plusieurs de ses collègues par des membres des services de renseignement de l'armée de l'air. Poursuivi pour "publication d'informations sur des actes terroristes", Mazen Darwish encourait jusqu'à 15 ans de prison.

Lauréat du prix RSF en 2012, Mazen Darwish a été l'objet d'une campagne internationale menée par son épouse Yara Bader conjointement avec un collectif d'organisations non gouvernementales. Durant trois ans de détention arbitraire, il a subi de mauvais traitements et a été victime de torture et de disparition forcée. Il est aujourd'hui sorti de prison, suite au verdict final du tribunal le 31 août 2015 et a bénéficié d'une amnistie du régime de Bachar el-Assad.

MOHAMED FAHMY



Le journaliste égypto-canadien Mohamed Fahmy fait partie des journalistes de l'antenne anglophone d'Al-Jazeera au Caire arrêtés en décembre 2013 par les nouvelles autorités égyptiennes désireuses de faire taire une voix jugée trop favorable aux Frères musulmans. Avec ses collègues, il a passé plus de 400 jours en prison, accusé de "soutien à une organisation terroriste" et de diffusion de "fausses nouvelles".

Le procès des journalistes d'Al-Jazeera a déclenché un tollé international. En juin 2014, Mohamed Fahmy est condamné une première fois à sept ans de prison. Il renonce à sa nationalité égyptienne en 2015 dans le but de pouvoir être déporté au Canada. Un nouveau procès le voit condamné à trois ans de prison. En septembre 2015, il reçoit le pardon du président égyptien Abdel Fattah al-Sissi et reçoit la permission de rentrer au Canada.

DÜNDAR CAN



Le journaliste et documentariste turc Can Dündar est une des voix les plus écoutées de la vie médiatique turque, connu pour son engagement dans la défense des libertés publiques et pour une résolution politique du conflit kurde en Turquie. Il est depuis 2013 directeur de la rédaction du quotidien turc Cumhuriyet, dans le collimateur du régime turc et lauréat du Prix Média Reporters sans frontières-TV5 Monde en 2015.

Déjà poursuivi pour avoir repris la Une de Charlie Hebdo en janvier 2015, Cumhuriyet est sous le coup d'une enquête judiciaire pour avoir publié des éléments qui attesteraient de la livraison d'armes par les services secrets turcs à des rebelles islamistes syriens. Par ailleurs, Cumhuriyet fait partie des 9 quotidiens turcs poursuivis pour la diffusion d'une photo interdite de la prise d'otage du 31 mars 2015. Le 1er juin 2015, le président turc Recep Tayyip Erdogan a personnellement accusé son rédacteur en chef Can Dündar d'"espionnage" et a ajouté : "Celui qui a commis ce crime va le payer cher. Il ne s'en sortira pas comme cela".

***LES NOMINÉS ET LES LAURÉATS
DU PRIX POUR LA LIBERTÉ
DE LA PRESSE***

LES NOMINÉS

Les lauréats sont choisis par un jury international composé de défenseurs des droits de l'homme et de professionnels des médias parmi lesquels **Michèle Montas**, journaliste et ancienne porte-parole du secrétaire général des Nations Unies, **la Burma Media Association**, association de la défense de la liberté de la presse en Birmanie ou encore la prix Nobel de la paix iranienne **Shirin Ebadi** et les présidents des sections étrangères de Reporters sans frontières (RSF).

CATÉGORIE : JOURNALISTE DE L'ANNÉE qui par son activité professionnelle, ses prises de position ou son attitude a su témoigner de son attachement à la liberté d'information.

Nominés 2015 :

Mahmoud Abou Zeid alias Shawkan (*Egypte*)
Zeina Erhaim (*Syrie*)
Ali Anouzla (*Maroc*)
Ahmed Abba (*Cameroun*)
Raouf Mirkadyrov (*Azerbaïdjan*)
Lázaro Yuri Valle Roca (*Pakistan*)
Julio Ernesto Alvarado (*Honduras*)
Markus beckedahl et André Meister (*Allemagne*)
Mohammad Sedegh Kabodvand (*Iran*)
Farida Nekzad (*Afghanistan*)

CATÉGORIE : MÉDIA DE L'ANNÉE qui incarne le combat pour le droit d'informer et d'être informé.

Nominés 2015 :

Inkyfada.com (*Tunisie*)
Cumhuriyet (*Turquie*)
Meydan TV et Azerbaijan Saati (*Azərbaycan*)
Iwacu (*Burundi*)
Droit Libre TV (*Burkina Faso*)
Hablemos Press (*Cuba*)
Radio Globo et Globo TV (*Honduras*)
Correo del Caroní (*Venezuela*)
Bivol (*Bulgarie*)
Mukto-mona (*Bangladesh*)
Geo News TV (*Pakistan*)
Anh Ba Sam (*Vietnam*)
Asia Plus (*Tadjikistan*)

CATÉGORIE : JOURNALISTE-CITOYEN un internaute, un blogueur ou un cyber-dissident qui s'est illustré par ses activités de défense de la liberté d'expression sur le Net.

Nominés 2015 :

Abduljalil Al-Singace (*Bahrein*)
Oussama Aal Najjar (*UAE*)
Atena Farghadani (*Iran*)
Blogueurs de Zone9 (*Éthiopie*)
Roy Ngerng (*Singapour*)
Charlie Smith (*Chine*)
Huynh Thuc Vy (*Vietnam*)
Ángel Santiesteban Prats (*Cuba*)

LES LAURÉATS

JOURNALISTE DE L'ANNÉE

ZEINA ERHAIM



Après avoir travaillé pour de nombreux médias syriens entre 2004 et 2010, tels que le site d'information *Syria News*, la chaîne *Orient TV* ou le journal *Al-Hayat*, **Zeina Erhaim** s'est installée à Londres pour suivre un master en journalisme. Deux ans plus tard, la journaliste syrienne a choisi de quitter Londres et la BBC pour revenir dans son pays natal couvrir le conflit qui y fait rage et enseigner son métier aux journalistes-citoyens syriens.

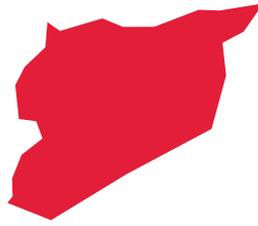
Au cours des deux dernières années, elle a formé près de 100 journalistes-citoyens en Syrie, dont un tiers de femmes, au journalisme audiovisuel et à la presse écrite. Elle a également contribué à la création d'un grand nombre de journaux et magazines indépendants. Par son travail et son combat, la journaliste prouve qu'il est possible de couvrir le conflit syrien autrement, en mettant notamment en avant la dimension humaine dans les coulisses de la guerre.

“ Je voulais voir la Syrie dans les gros titres sans qu'il s'agisse uniquement d'information sur les tragédies et massacres (...)

La dimension humaine du conflit syrien est malheureusement absent de la couverture médiatique occidentale. On peut seulement trouver des articles sur l'Etat islamique et ses massacres.”

The Arab Weekly, septembre 2015

Zaina Erhaim coordonne également un projet de formation en Syrie pour l'Institute for War and Peace Reporting (IWPR), une organisation internationale de soutien des journalistes dans les pays marqués par un conflit, une crise, ou une transition. Un grand nombre de ses élèves, qui viennent de tous les milieux, ont vu leurs reportages publiés dans de grands médias internationaux. Sa déontologie journalistique, sa détermination et son courage lui ont valu d'être récompensée par le prix Peter Mackler le 22 octobre 2015 dernier.



SYRIE
177^e place sur 180
au Classement mondial
de la liberté de la presse

Depuis quatre ans, la Syrie est le pays le plus dangereux au monde pour les journalistes. Selon nos chiffres, au moins 48 journalistes et plus de 140 journalistes-citoyens ont été tués depuis le début du conflit en mars 2011, plus d'une soixantaine restent actuellement détenus, retenus en otages ou portés disparus.

Victimes de menaces, d'arrestations, d'enlèvements, de disparitions forcées ou d'assassinats... Les journalistes font face à de nombreux dangers sur le terrain, étant pris en étau entre les différentes parties au conflit dans les zones contrôlées par le régime ou par les groupes rebelles. Les médias quant à eux sont instrumentalisés au nom de la propagande des "Prédateurs de la liberté de la presse", tels que Bachar al-Assad ou les groupes Etat islamique ou Jabhat Al-Nosra. Occupées par ces groupes extrémistes, certaines régions du pays sont devenues des "trous noirs de l'information".

Une touche d'espoir dans ce tableau si sombre de la liberté de la presse. De nouveaux médias sont nés au lendemain du conflit et de nombreux journalistes-citoyens se forment, souvent au péril de leur vie, pour transmettre aux médias étrangers une information de qualité sur la réalité de leur quotidien.

Aujourd'hui, le journalisme en Syrie est devenue une mission quasi impossible, au vu de la réalité du danger et de la diversité des menaces.

JOURNALISTE-CITOYEN DE L'ANNÉE

LES BLOGUEURS DE ZONE9



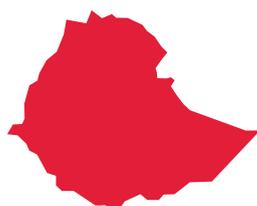
Plus d'un an et demi après leur arrestation dans la prison de Kality à Addis Abeba en Éthiopie, quatre des six blogueurs de Zone9, **Atnaf Berhane, Befekadu Hailu, Abel Wabella et Natnail Feleke** qui dénoncent régulièrement le régime liberticide de Mulatu Teshome viennent d'être libérés.

Arrêtés pour avoir "travaillé avec des organisations étrangères se proclamant actives des droits de l'Homme et reçu des financements pour inciter le public à la violence à travers les médias sociaux", ils ont ensuite été inculpés pour terrorisme, selon la loi anti-terroriste de 2009. Ils encourent des peines de cinq à 10 ans de prison.

Les blogueurs de Zone9 se décrivent eux-mêmes comme "*un groupe informel de jeunes éthiopiens, travaillant ensemble pour créer un récit alternatif et indépendant des conditions sociales et politiques en Éthiopie*". Ils ont choisi leur nom en référence aux huit zones de détention de la tristement célèbre prison de Kality où sont détenus les défenseurs des droits de l'Homme et les journalistes. La neuvième zone désigne l'ensemble de ce pays où l'on n'est jamais vraiment libre de dire ce que l'on pense et d'informer.

Créé en 2012, le blog avait été rapidement bloqué en Éthiopie par les autorités, tout en restant accessible à l'extérieur du pays. Le groupe a alors continué son activité d'information sur les réseaux sociaux. Sept mois avant leur arrestation, le harcèlement incessant des autorités gouvernementales les avait contraints à cesser totalement leurs écrits. Ils ont été arrêtés le lendemain de l'annonce de la reprise de leur blog.

Depuis le 16 octobre, l'intégralité des blogueurs et trois journalistes initialement arrêtés en avril ont été relâchés, l'accusation ayant conclu à un manque de preuves.



ÉTHIOPIE
142^e place sur 180
au Classement mondial
de la liberté de la presse

La liberté de l'information en Ethiopie s'est sérieusement dégradée au cours des deux dernières années. Dans ce pays, deuxième d'Afrique subsaharienne en nombre de journalistes emprisonnés, la période qui a précédé les élections de mai 2015 a été marquée par un durcissement des autorités contre toute presse jugée trop critique. Dès la fin 2014, ces dernières s'étaient lancées dans une véritable chasse contre les organes de presse privée les plus critiques du gouvernement. Plus de six publications avaient été contraintes de fermer en l'espace de quelques mois, et 30 journalistes avaient dû fuir le pays par crainte des représailles. Les propriétaires des journaux Addis Guday, Lomi et Fact avaient été condamnés par contumace le 7 octobre 2014 pour terrorisme à plus de trois ans de prison chacun.

C'est au nom de cette loi "anti-terroriste" que le gouvernement éthiopien a maintenu pendant plus d'un an, six blogueurs du collectif Zone 9 ainsi que trois journalistes derrière les barreaux. Ils risquaient 15 ans de prison, avant que la justice n'abandonne du jour au lendemain toutes les charges contre eux. Une illustration s'il en fallait de l'arbitraire du gouvernement éthiopien vis-à-vis des journalistes ou net-citoyens qui dérangent.

Les libérations il y a quelques mois des blogueurs ainsi que de l'éditorialiste Reyot Alemu détenue depuis 2011 signalent-elles un assouplissement du pouvoir éthiopien au lendemain de l'élection d'un nouveau Parlement? Le discours du président Obama, dont le pays est l'un des principaux bailleurs d'Addis Abeba, condamnant en juillet dernier, l'emprisonnement de journalistes et activistes a-t-il porté ses fruits ?

Il est encore trop tôt pour le savoir. Reporters sans frontières continuera à plaider pour la libération des six autres journalistes qui demeurent emprisonnés.

MÉDIA DE L'ANNÉE

CUMHURIYET



Cette année, *Cumhuriyet* s'est particulièrement illustré pour son combat pour la défense de la liberté de la presse en Turquie. Alors qu'une répression toujours croissante s'abat sur les voix critiques, le quotidien paie le prix de son journalisme indépendant et courageux : procès en cascade, blocages répétés de son site internet, campagne de calomnies...

“Celui qui a commis ce crime va le payer cher. Il ne s'en sortira pas comme cela ” : le président **Recep Tayyip Erdogan** n'a pas mâché ses mots en annonçant à la télévision qu'il portait plainte pour “espionnage” contre le rédacteur en chef de *Cumhuriyet*, **Can Dündar**.

Photos et vidéo à l'appui, le journal venait d'apporter la preuve que des camions affrétés par les services secrets turcs à destination de la Syrie en 2014 étaient bien chargés d'armes. Ces révélations faisaient rebondir une retentissante affaire d'État, étouffée un an auparavant par une censure drastique. Car d'après de nombreux observateurs, la région syrienne vers laquelle se dirigeaient les camions était aux mains de groupes djihadistes.

Un dossier parmi d'autres pour Can Dündar, également poursuivi comme nombre de ses collègues pour “insulte” à Erdogan et... “terrorisme”. Plusieurs collaborateurs de *Cumhuriyet* risquent eux aussi de lourdes peines de prison, notamment pour avoir republié certaines caricatures de *Charlie Hebdo* après l'attentat de janvier. L'initiative avait valu au quotidien un raid policier nocturne à son imprimerie.

Cumhuriyet, s'est particulièrement distingué par sa couverture de la question kurde et du génocide arménien. Le 24 avril, le quotidien consacrait sa Une au centenaire de l'événement, sous le titre “Plus jamais ça” en langue arménienne.



TURQUIE
149^e sur 180
au Classement mondial
de la liberté de la presse

Les attaques massives contre la liberté de la presse constituent l'un des symptômes les plus évidents de la dérive autoritaire du président Recep Tayyip Erdogan. De plus en plus intolérantes à toute forme de critique, les autorités multiplient les poursuites contre les journalistes laïcs, de gauche, proches de la confrérie Gülen ou du mouvement kurde. Parmi les chefs d'accusation les plus courants : "insulte au président de la République" et... "terrorisme".

La concentration croissante des médias entre les mains de patrons de presse proches du pouvoir encourage l'autocensure et réduit le pluralisme de la presse traditionnelle. Les autorités se sont également attelées à reprendre en main Internet. Après des réformes draconiennes, le blocage de sites web sans décision de justice est devenu systématique, et la Turquie monopolise plus de deux tiers des demandes de retrait de contenu auprès de Twitter. Au besoin, Ankara n'hésite pas à bloquer l'intégralité de cette plateforme ou de YouTube, une extrémité à laquelle ne recourait jusqu'alors qu'une poignée d'Etats parmi les plus répressifs de la planète.

Ces nouvelles pratiques s'ajoutent à des constantes héritées de la période militaire : lois répressives restreignant la liberté d'expression, culture judiciaire sécuritaire et centrée sur la défense de l'Etat, violences policières impunies... Les métastases du conflit syrien et la reprise des combats entre Ankara et les rebelles kurdes du PKK, à l'été 2015, ne font qu'accentuer l'approche paranoïaque des autorités vis-à-vis des journalistes critiques. Mais loin d'apaiser les tensions partisans et communautaires, l'emballlement de la censure et la rhétorique agressive du gouvernement ne font qu'accentuer les clivages et la dangereuse polarisation du pays.

Cette dérive ne va toutefois pas sans résistance. Les médias visés par la répression fournissent ces derniers temps d'importants efforts pour surmonter leurs divisions et faire front commun.

Fondée en 1985, Reporters sans frontières oeuvre pour une information libre partout sur la planète. Dotée d'un statut consultatif à l'ONU et à l'Unesco, l'organisation basée à Paris dispose de 10 bureaux dans le monde et de 150 correspondants dans 130 pays. Elle soutient concrètement les journalistes et sur le terrain, grâce à des campagnes de mobilisation, des aides légales et matérielles, des dispositifs et outils de sécurité physique (gilets pare-balles, casques, guides pratiques et assurances) et de protection digitale (ateliers de sécurité numérique). L'organisation est devenue un interlocuteur incontournable pour les gouvernements et les institutions internationales et publie chaque année le Classement mondial de la liberté de la presse.

Reporters sans frontières
Secrétariat international
CS 90247
75083 Paris Cedex 02
Tel. +33 1 44 83 84 84
Web : www.rsf.org